

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° 2026_PM_11892 T

Branchement électrique – Rue Lacoue
Règlementation de la circulation et du stationnement

La Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1, L. 2213-2,

Vu le code de la Route et notamment les articles R 411-25 et 411-8,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie, signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992,

Vu la demande formulée par ALLEZ ENERGIE, dont le siège social se situe 4 avenue André Dublin, BP40001, 17300 Rochefort, en date du 11 février 2026,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement rue Lacoue afin de permettre un branchement électrique en toute sécurité au droit de ladite rue,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la sécurité des usagers se trouvant sur le domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : La circulation est strictement interdite à tout véhicule rue Lacoue, dans sa partie comprise entre l'angle de la rue Michel Texier et l'angle de la rue Pépin d'Aquitaine, pendant 1 journée comprise entre le **lundi 23 février 2026 et le vendredi 27 février 2026, de 7h00 à 18h00**, du **lundi 2 mars 2026 au vendredi 6 mars 2026, de 8h00 à 18h00**, ainsi que pendant une ½ journée comprise entre le **lundi 9 mars 2026 et le vendredi 13 mars 2026, de 8h00 à 18h00**, à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise ALLEZ ENERGIE, et selon l'avancement des travaux.

Article 2 : Le stationnement est strictement interdit à tout véhicule au droit du chantier, pendant toute la durée des travaux, à l'exception des véhicules appartenant à l'entreprise ALLEZ ENERGIE.

Article 3 : La signalisation en vigueur sera fournie et mise en place, entretenue et déposée par le demandeur, en accord avec les Services Techniques Municipaux et le responsable de Service de la Police Municipale. L'entreprise devra mettre en place les déviations adéquates.

Article 4 : L'entreprise chargée de ces travaux demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution de ces travaux ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection de chantier.

Article 5 : Les services de Police sont habilités à relever les contraventions concernant cette réglementation dont procès-verbal sera établi et poursuivi devant la juridiction compétente. Les véhicules qui stationneront en infraction aux dispositions du présent arrêté seront mis en fourrière aux frais de leur propriétaire.

Article 6 : Cette décision administrative est contestable dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Poitiers, à compter de la notification de la décision ou de l'extinction du délai imparti à l'administration pour répondre à la demande en cas de décision implicite de rejet. Ce recours peut être précédé, pendant ce même délai, d'un recours administratif (recours gracieux). Toute décision de l'administration établie en réponse au recours administratif, qu'il s'agisse d'une décision expresse de rejet ou d'une décision implicite de rejet née du silence gardé par l'administration pendant deux mois, peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de son intervention.

Article 7 : M. le Directeur Général de la Ville de Saint-Jean-d'Angély, M. le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le responsable de Service de la Police Municipale, l'entreprise ALLEZ ENERGIE, sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Publication dématérialisée le :

1 8 FEV. 2026

L'Adjointe au Maire,
Déléguée à la Sécurité,
Marylène JAUNEAU

